

**Accord national interprofessionnel**

**INDEMNISATION DU CHÔMAGE PARTIEL**  
**(21 février 1968)**

PROTOCOLE D'ACCORD DU 28 JUIN 2006  
RELATIF À L'ADHÉSION AU DISPOSITIF NATIONAL CHÔMAGE PARTIEL,  
AU BÉNÉFICE DES SALARIÉS ET ENTREPRISES DE LA RÉUNION  
NOR : ASET0651044M

Entre :

Le mouvement des entreprises de France (MEDEF) Réunion ;

La confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)  
Réunion,

D'une part, et

La CGTR ;

La CFDT ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

A l'occasion de diverses réunions, les partenaires sociaux ont souhaité recueillir les explications nécessaires pour comprendre pourquoi le dispositif du chômage partiel, tel qu'il s'applique sur le territoire métropolitain, ne pouvait pas l'être à la Réunion et engager des négociations afin de faire évoluer l'application de ce dispositif dans l'intérêt des salariés et des entreprises réunionnaises.

**Article 1<sup>er</sup>**

Par ce présent accord, les partenaires sociaux font acte d'adhésion à :

- l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968 sur l'indemnisation du chômage partiel codifié ;
- l'accord du 21 janvier 1993 modifiant l'accord national interprofessionnel du 21 février 1968 sur l'indemnisation du chômage partiel,

ainsi qu'à toutes modifications ultérieures susceptibles d'intervenir au niveau national sur ces accords.

## **Article 2**

Les partenaires sociaux précisent qu'ils entendent pouvoir bénéficier des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de chômage partiel et notamment de :

- l'allocation spécifique à la charge de l'Etat prévue aux articles L. 351-25 et suivants du code du travail ;
- la possible signature d'une convention de chômage partiel telle que prévue par les articles L. 322-11 et suivants du code du travail.

Pour ce faire, ils confient à la direction du travail la mission de veiller à l'accomplissement de toutes les formalités relevant de sa compétence qui s'avèreraient nécessaires.

## **Article 3**

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent accord.

Fait à Saint-Denis, le 28 juin 2006.

(Suivent les signatures.)